Le Tessin et la Berne fédérale : un besoin de considération : une insularité de fait qui contraste avec un fort attachement national

Autor(en): **Guyaz, Jacques**

Objekttyp: **Article**

Zeitschrift: **Domaine public**

Band (Jahr): **- (2017)**

Heft 2168

PDF erstellt am: **04.06.2024**

Persistenter Link: https://doi.org/10.5169/seals-1014323

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.
Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.
Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

Ein Dienst der *ETH-Bibliothek*
ETH Zürich, Rämistrasse 101, 8092 Zürich, Schweiz, www.library.ethz.ch

http://www.e-periodica.ch

sans inconvénients majeurs pour le pays, alors l'Etat se doit de prendre en charge les actifs en danger, comme il l'a fait pour UBS, de manière à retrouver sa mise lorsque la situation s'améliorera. Et non d'alimenter à coup de subventions à fonds perdus une branche qui fait preuve de peu de transparence et qui porte une lourde responsabilité dans les difficultés financières dont elle se plaint (DP 2149).

Le Tessin et la Berne fédérale: un besoin de considération

Une insularité de fait qui contraste avec un fort attachement national

Jacques Guyaz - 11 juin 2017 - URL: https://www.domainepublic.ch/articles/31639

Imaginons un instant que Paris soit à moins d'une heure de route de la douane de Bardonnex, que la France voisine soit peuplée de grandes villes à proximité immédiate de la frontière et que la Suisse romande soit séparée de Berne et Zurich par une haute chaîne de montagnes. Tel est en gros l'équivalent de la situation géographique du Tessin.

On conçoit immédiatement que l'aimable appellation de Suisse latine utilisée surtout par les Alémaniques pour rassembler dans un même ensemble Romands et Tessinois a surtout un sens symbolique et ne recouvre en rien une réalité géographique, politique et économique.

La vision du Tessin par les Romands est liée au festival du film de Locarno, haut lieu de la vie culturelle helvétique, à la place financière de Lugano, à une tradition multicentenaire d'innovations architecturales rayonnant sur l'Europe, de Borromini à Mario Botta. Les succès électoraux de la Lega nous apparaissaient vaguement anecdotiques, une sorte de surgeon local de la Ligue du Nord italienne.

Et puis est venu le choc de la votation du 9 février 2014. Le Tessin accepte l'initiative contre l'immigration de masse par 68,2% des voix, un record helvétique. Le résultat suisse a donné une majorité infime de 19'302 voix aux partisans de l'initiative, mais cette majorité a regroupé 44'063 voix au Tessin. D'une certaine manière et même si cette vision est quelque peu injuste, on peut dire que le Tessin a fait le résultat final. Et puis le résultat de la votation du 9 février a été amorti par le Parlement, et les Romands se sont à nouveau désintéressés de nos compatriotes du Sud des Alpes.

C'est le mérite du livre d'Oscar Mazzoleni, *Les défis du régionalisme politique en Suisse. Le Tessin et ses relations avec Berne*, de fournir pour les lecteurs de langue française une analyse de la situation du canton italophone qui nous aide à comprendre les comportements électoraux de ses habitants.

Et d'abord que le régionalisme tessinois est une recherche d'intégration et non de séparation. En Europe, des Catalans, des Ecossais, des Basques ou des Flamands veulent s'éloigner de leur Etat central, en quête d'une indépendance qui semble parfois relever du fantasme. Les Tessinois, au contraire, recherchent protection et surtout considération de la part de l'Etat fédéral. Mazzoleni cite à cet égard des chiffres éclairants.

Une série d'enquêtes a tenté de caractériser le sentiment d'appartenance de la population depuis 2003 sur une échelle de 1 à 7. L'impression d'appartenir au «*Tessin*» ou à la «*Suisse italienne*» est restée stable depuis 15 ans. Par contre, ce qui ne surprendra pas, l'impression de faire partie de l'Europe a baissé de 4,39 à 3,94 points sur l'échelle de 7. Mais le résultat le plus intéressant est celui de l'appartenance à la Suisse qui a progressé de 5,56 en 2004 à

6,11 en 2014 alors que le score pour l'appartenance cantonale est de 6,01 à cette même date.

Les Tessinois se sentent de plus en plus Suisses et même davantage Helvètes que Tessinois.

Le Tessin est le seul canton qui se caractérise par une insularité géographique, linguistique, médiatique et politique. Après la formidable expansion des années 50 à 70, le canton a très mal vécu la crise du début des années 90. Il n'est pas une victime de la mondialisation, mais s'est découvert vulnérable avec un sentiment de moindre protection de la part de la Confédération.

La Ligue des Tessinois a été fondée en 1991. Cette Lega populiste, regardée avec dédain par les autres Confédérés, est aujourd'hui le principal parti du canton avec deux représentants au Conseil d'Etat. La libre circulation a accentué le mal-être du canton, mélange de repli sur soi et d'attentes vis-à-vis de l'Etat fédéral.

Les analyses de Mazzoleni sont fines et précises et ne peuvent qu'intéresser tous ceux pour qui la Suisse ne se résume pas à l'axe Genève – Saint-Gall et à la mythologie du Gothard.

Identité électronique, données personnelles numériques: pas de confiance sans transparence

Entre les inégalités d'accès au réseau et la fermeture des systèmes de gestion, l'internet ne brille pas par sa transparence

François-Xavier Viallon - 06 juin 2017 - URL: https://www.domainepublic.ch/articles/31624

L'abondance d'information accentuée par la généralisation du numérique n'en finit pas de surprendre les usagers et de bouleverser les métiers.

Les *smartphones* – 95 abonnements mobiles haut débit pour 100 habitants en moyenne dans les pays membres de l'OCDE – ont contribué à l'émergence d'une économie cherchant à capter l'attention du consommateur.

Par le biais de son corollaire, la publicité, les producteurs cherchent à écouler leurs biens ou services, et les intermédiaires à capter un revenu et des données sur les consommateurs par la création de plateformes de «*partage*» mettant en relation les utilisateurs.

Des données personnelles sans protection

L'avènement du *big data* et la capacité de traiter les volumes de données générés par cette économie ont transformé les consommateurs connectés en produits de leurs propres envies, autant consuméristes que politiques: au-delà du ciblage pour votre prochain achat de chaussures, ce sont les votes, par exemple lors des élections américaines, qui sont l'objet de millions de publicités formatées d'après le profil socio-psychologique de chaque électrice et électeur visés.

La collecte effrénée de données et la surveillance de masse vont de pair, comme Edward Snowden l'a révélé il y a déjà quatre ans. Pourtant, la plupart d'entre nous continuent d'utiliser l'application Facebook, qui peut activer à tout moment le micro et la caméra de votre téléphone.

Les révisions en cours des lois de l'UE et de la Suisse sur la protection des données ont pour objectif d'améliorer la protection des utilisateurs. Mais leurs effets risquent d'être limités, car les programmes et systèmes d'extraction de données se